4e Année, N° 64 - 1er Septembre 1928 Prix : 1 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Pourquoi la Russie importe du blé

La victoire du koulak et ses conséquences

par R. LOUZON

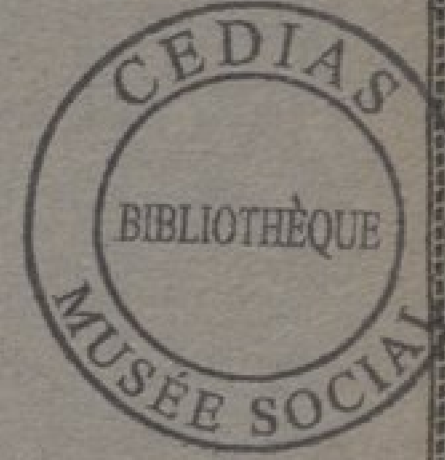
Une enquête d'un « étudiant-ouvrier »

Sept mois dans les usines d'Ivry

d'Arnold BREMOND

La Grève des Inscrits d'Alger

par SCHIAVO



Administration et Rédaction : 96, Quai de Jemmapes -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administr. 96, Quai Jemmapes PARIS-Xe

Téléphone : Combat 08-02

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois......... 16 fr. Un an......... 30 fr.

EXTERIEUR

Six mois......... 22 fr. Un an......... 40 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : L. Marzet.

La correspondance relative à l'Administration aux camarades Busseuil ou Barat.

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration : Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues **5 francs** et par des timbres vendus **1 franc.**

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 96, quai Jemmapes, Paris-Xe.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927.

Les numéros d'une année : 30 francs.

Reliés « Selflior » : 38 fr. 50 (franco 40 fr. 50).

Pourquoi la Russie importe du blé

La victoire du koulak et ses conséquences

Le mois dernier, parvenaient simultanément de Russie deux nouvelles qui se complètent, et qui sont les plus graves de celles reçues depuis l'époque où Ioudenitch était aux portes de Pétrograd.

On sait qu'au lendemain du jour où Staline excluait et exilait l'opposition, une série de mesures étaient prises, afin de montrer qu'on n'était pas un gouvernement de Koulaks, pour obliger les Koulaks (1) à vendre leur blé aux organisations commerciales soviétiques. Ces mesures, Staline vient de les rapporter.

Si elles étaient rapportées parce qu'ayant atteint leur but, parce que le Koulak dompté avait livré son blé, il n'y aurait rien à dire, si ce n'est crier bravo à Staline.

Mais, malheureusement, l'autre nouvelle, arrivée en même temps, montre que tel n'est pas le cas. Au même moment où l'on abandonnait les mesures destinées à faire venir le blé dans les magasins soviétiques, afin d'avoir de quoi ravitailler les villes et exporter, il était annoncé officiellement que la Russie, loin d'exporter, allait importer, qu'elle allait acheter à l'étranger le blé nécessaire au ravitaillement de sa population urbaine !

Pour la première fois depuis la famine de 1921, la Russie devenait importatrice de blé.

Avant la guerre, la Russie fournissait le quart de la totalité des blés exportés dans le monde ; dès 1926, la superficie ensemencée avait atteint la même grandeur qu'avant-guerre ; la récolte de 1927 fut la troisième bonne récolte consécutive, et celle de 1928 s'annonce dans d'excellentes conditions. Depuis trois ans, les exportations ne cessèrent de croître, passant de 167.000 tonnes en 1924-1925 à 723.000 tonnes en 1925-1926 et 1.196.000 tonnes en 1926-1927. Or cette année 1927-1928, l'exportation va se changer en importation ! L'importation de millions de tonnes, si on en juge par cette dépêche du Canada d'après laquelle durant la semaine qui a suivi le 14 juillet les achats soviétiques ont atteint 8 millions de livres sterling, soit 1 milliard de francs.

Cette situation entraîne des conséquences formidables, les unes d'ordre intérieur, les autres d'ordre extérieur.

***

L'impossibilité où s'est trouvé Staline d'obtenir le blé du Koulak, le fait qu'il a dû capituler devant le Koulak, rend manifeste que le centre de gravité du régime s'est déplacé. Ce n'est plus le prolétariat qui dirige, ce n'est plus lui qui ordonne, c'est le Koulak, car celui qui dispose véritablement de la force politique ce n'est pas celui qui édicte des ordonnances, c'est celui qui en empêche l'application et les fait rapporter. La « dictature du prolétariat » est donc devenue la dictature du Koulak.

Après tous les encouragements donnés aux Koulaks depuis cinq ans, affermage des terres, salariat agricole, il ne pouvait en être autrement. « Enrichissez-vous ! » leur a dit Boukharine ; ils ont suivi le conseil, et, comme qui dit richesse dit puissance, en s'enrichissant, ils sont devenus puissants. Suffisamment puissants pour pouvoir se rire des mesures « in extremis » prises par Staline, et les briser.

Or quelle conséquence entraîne ce passage de la force politique réelle entre les mains du Koulak ?

Koulak, paysan, cela veut dire : **économie privée.** Cela veut dire : production privée et accumulation privée. Pouvoir du Koulak cela signifie pouvoir de celui qui fait produire sous sa direction personnelle pour un gain personnel. Pouvoir de celui qui représente exactement le contraire d'une économie socialiste. Comment un pareil pouvoir pourrait-il conduire au socialisme? Il ne peut qu'y tourner le dos.

***

Au point de vue extérieur, les conséquences ne sont pas moins graves.

Il y a quelques années, un ancien secrétaire du Parti Communiste russe, actuellement en exil comme tous ceux qui furent aux grands postes de combat à l'époque de la Révolution, nous disait combien les deux questions : arrêter l'enrichissement du Koulak et assurer l'indépendance à l'égard du capitalisme étranger, étaient en fait liées.

On s'en rend compte maintenant.

Tant que les organisations soviétiques purent s'assurer l'excédent de récolte pour l'exporter, le commerce extérieur russe se maintint en équilibre, les exportations égalant, ou même dépassant, les importations. L'an dernier, d'octobre 1926 à avril 1927, les exportations avaient dépassé les importations de plus de 120 millions de roubles; cette année, pendant les mêmes mois, d'octobre 1927 à avril 1928, du fait de la diminution des exportations agricoles, ce furent les importations qui dépassèrent les exportations, de près de 90 millions de roubles. Avec les achats massifs de céréales de cet été, l'exercice s'achèvera avec un déficit encore bien plus considérable.

Ce déficit, comment le combler ?

En U. R. S. S., on ne peut compter pour payer l'excédent de ce qu'on achète à l'étranger sur ce qu'on appelle les « exportations invisibles », ces paiements qu'on reçoit de l'étranger sans qu'ils figurent dans les statistiques commerciales. Il n'est point, en effet, de touristes étrangers qui viennent en U. R. S. S. dépenser leur argent, l'U. R. S. S. à vrai dire, reçoit bien quantité de touristes, mais c'est elle qui paie leurs frais. La Russie, particuliers ou soviets, ne possède point de titres étrangers, fonds d'Etat ou titres de sociétés, dont le paiement des coupons ferait rentrer en U. R. S. S. de l'argent étranger. Pas non plus de transports maritimes effectués par des navires russes pour le compte d'étrangers. Tout au contraire, un grand nombre de trans-

(1) Les mesures ne pouvaient viser que les Koulaks, le paysan pauvre n'ayant pas de blé à vendre. Je rappelle les chiffres fournis, il y a quelques années, et qui n'ont pas dû sensiblement varier : 14 % de la population rurale vendent les 61 % du blé vendu.

ports sont effectués pour la Russie par des navires étrangers, pour lesquels les frais à payer s'ajoutent au déficit de la balance commerciale dans le total des sommes qui sont à payer.

Dès lors comment faire ? Comment payer au capitalisme étranger ce qu'on lui achète puisque l'on ne reçoit pas, pour ce qu'on lui vend, des sommes équivalentes?

Comment un industriel qui achète par an pour 10 millions de marchandises et qui n'en vend que pour 5, pourra-t-il payer ses fournisseurs? Il n'est pour lui que deux moyens : Emprunter les 5 millions qui lui manquent, ou bien payer avec son capital même, en vendant son fonds de commerce. Mais si emprunter pour des buts productifs c'est souvent s'enrichir, emprunter pour simplement combler ses pertes, c'est s'enfoncer davantage. L'année suivante, l'industriel aura, en effet, à emprunter en plus des 5 millions nécessaires pour faire face à la perte de son année, les sommes nécessaires pour payer l'intérêt des 5 millions empruntés l'année précédente ; et ainsi de suite ; c'est la boule de neige. Bientôt, il ne trouvera plus à emprunter, et il ne lui restera plus que la seconde solution : payer par l'abandon de son capital, par la vente de son fonds.

Il n'est pas d'autres solutions pour un Etat. Un Etat dont la balance des comptes avec l'étranger est en déficit d'une manière permanente, ne peut en payer la différence qu'en empruntant à l'étranger, ce qui peut durer quelque temps, mais pas longtemps, puis, en vendant à l'étranger chaque jour un nouveau morceau de son capital, un nouveau morceau de son sol, de ses mines, de ses usines. Remettre entre les mains du capital étranger les éléments les plus productifs de son patrimoine, c'est-à-dire revenir à la situation de l'époque tsariste, à la situation d'avant l'expropriation, telle est donc la voie sur laquelle est inévitablement conduite l'U. R. S. S., du fait de la cessation, à laquelle l'a obligée le Koulak, de l'exportation des céréales.

Le Koulak dictant ses conditions entraîne le capitalisme étranger dictant les siennes.

Sombres perspectives. Perspectives dont la réalisation est malheureusement absolument sûre, tant qu'il n'y aura pas un renversement complet de la situation, tant que la Révolution russe ne reprendra point son cours, actuellement interrompu.

***

Si on laisse de côté les questions subsidiaires posées par les événements, les formules de charabia, et les réticences diplomatiques, l'opposition russe a consisté depuis 1923 à revendiquer deux choses : d'une part la « démocratie ouvrière », d'autre part, la lutte contre l'accumulation privée, et particulièrement contre la plus menaçante, celle du Koulak. Les deux choses pour lesquelles nous avons soutenu et continuerons à soutenir l'opposition communiste russe, parce que sans la première, il n'est pas de pouvoir prolétarien, et sans la seconde, il n'est pas de marche vers le socialisme.

Les affaires du Donetz, de Smolensk, abcès purulents révélateurs d'un état général, ont apporté la démonstration éclatante que sans démocratie ouvrière, sans libertés et sans garanties pour le prolétariat, la bureaucratie omnipotente soustraite à tout contrôle réel, devient une bureaucratie pourrie. Elles ont donc apporté sur le premier point à l'opposition une confirmation éclatante. Les millions de tonnes de blé actuellement achetés à l'étranger, lui apportent sur le second point une confirmation non moins complète.

R. LOUZON.

Un autre aspect de la victoire thermidorienne



UN GROUPE DE REVOLUTIONNAIRES RUSSES DEPORTES CHEZ LES KIRGHIZ

Une enquête d'un « étudiant-ouvrier »

Sept mois dans les usines d'Ivry

Il n'est pas besoin d'aller au bout du monde pour découvrir des pays ignorés. Un étudiant protestant, qui a exploré Ivry, dans la banlieue parisienne, en rapporte un récit émouvant et qui fera réfléchir. D'abord publié dans la Revue du Christianisme Social *d'août-septembre* 1927, *un tirage à part, depuis, en a été fait* (1).

Arnold Brémond, parti à la recherche d'une « Explication du monde ouvrier », plus exactement d'une explication de l'hostilité du peuple à l'égard du christianisme, a travaillé en qualité de manœuvre dans des usines très diverses; pâtes alimentaires, phares d'automobiles, accessoires pour T. S. F., machines à coudre, électro-céramique, plomberie-couverture, serrurerie mécanique, fonderie de fer, etc. Il a vu, il a éprouvé que le manœuvre est la bête de somme des usines et de 85 % des ouvriers d'usines sont des manœuvres.

Le tableau de ce qu'il a vu, A. Brémond l'a retracé avec une exactitude scrupuleuse; nous en reproduisons une partie. Il est impossible, par contre, d'attacher le même prix à son analyse des grands courants ouvriers; elle exigeait une connaissance du mouvement qui manquait à l'auteur.

REGARD SUR L'EMPLOYEUR

Industriels.

Total est l'isolement du chef usinier qui, n'ayant avec l'ouvrier pas d'autre rapport qu'avec la machine-outil à qui il n'est pas nécessaire d'adresser la parole, est enfermé par séparation dans une incroyable incompréhension de l'âme populaire. Un directeur d'usine à qui je fus obligé d'expliquer mon but immédiat : enquêter sur la mentalité prolétarienne, accompagna de paroles le haussement d'épaules impatient : « Travaillez une demi-heure avec nos hommes et vous les connaîtrez; c'est simple comme un troupeau de moutons abrutis! » En de pareilles circonstances, il n'est pas défendu de succomber à la tentation de dire : « Monsieur, avec vos dix heures de travail obligatoire, vous êtes pour quelque chose dans l'abrutissement de ces hommes. » Mais l'obligation de vivre du travail de mes mains m'engagea à tenir une position plus vertueuse au point de vue hautain de ce directeur raide. Ailleurs : paraît un administrateur, excessivement gandin, en complet noir serré à la taille, cigare et monocle. Il reste là à discuter avec deux chefs dans l'atelier sale d'encastrage de céramique. J'entends les conversations en sourdine des ouvriers fatigués : « Allons, débine-toi, on t'a assez vu ! » révélatrices chez cet homme d'une inconscience ou d'une inintelligence rares.

Comme je me présentais au bureau d'embauche d'une importante usine d'Ivry, sans certificat de travail puisque j'étais étudiant, je fus conduit au patron, un protestant fort aimable, dont la réception cependant m'étonna: « Il y a longtemps, dit-il, que je suis au courant de vos démarches par la lettre que vous avez écrite à mon collègue, laquelle a circulé parmi nous. Vous vous y êtes montré trop honnête et je vous avertis que le patronat d'Ivry est contre vous. On dit : « Voilà un étudiant qui questionnera les ouvriers, il causera avec tout le monde; la quantité du travail en souffrira. » On dit : « Voilà un étudiant qui organise des conférences et prête des bouquins aux ouvriers. Ça les fera veiller le soir. La qualité du travail en souffrira. » Moi, je vous approuve pleinement, cependant je ne puis vous embaucher; mais vous comprenez, le patronat ne se demande pas si une chose est bonne ou mauvaise; il cherche le profit. » Cet admirable aveu dont je sus gré à l'auteur de sa sincérité, est à rapprocher de la réponse que fit à la même époque le directeur d'une usine américaine qui emploie 20.000 ouvriers en plein New-York, à un enquêteur français qui s'étonnait des larges subsides accordés aux sociétés sportives par la haute direction financière : « Le sport, c'est quelque chose d'excellent, ça empêche l'ouvrier de penser ! » Autrement dit, on ne veut pas que l'ouvrier devienne un homme par un éveil de la pensée qui briserait les cadres de sa minorité.

Financiers.

Notre génération peut user de la vision directe. Le directeur financier d'une société par actions mondiale, est un homme dont le séjour précipité dans les métropoles, est assuré par le service rapide des avions. Ses journées sont une succession de conférences commerciales où l'on traite des questions capitales. Dicter une série de lettres ardues, dont quelques-unes ont trente et cinquante pages, est un pain quotidien dont la mastication forcée s'étend entre dix-sept et vingt-trois heures. La vie de ces hommes est si catastrophique que leur constitution humaine réclame une échappatoire. Et la triple issue à l'impasse inhumaine du surmenage, s'offre au plus heureux qui a le choix entre le refuge dans la famille aimée, le glissement dans la neurasthénie ou l'épanouissement bestial dans une débauche dorée. Trois cents maisons de rendez-vous s'offrent au désir exaspéré du surhomme d'affaire, où lui est présentée la liste des femmes du grand monde, bourgeoisie et noblesse, corruptibles au tarif de 500 à 10.000 francs. Le restaurant « chic » servi par trente négresses nues, et les féeries orientales de Paris qui s'amuse sont, à cet homme, le divertissement qu'il juge indispensable à la conservation de sa raison, ce qu'il exprime ainsi : « Sans cela, je deviendrais fou. » Invité au Restaurant du Bois, ma stupéfaction fut grande par un regard jeté sur la carte, où la portion de viande était taxée 40 francs, le potage 8 francs, et le repas 100 francs. En ce temps, je gagnais 120 francs pour 60 heures de labeur en six jours, avec quoi payer quatorze repas et la chambre.

(1) A la revue *Le Christianisme Social*, 2, rue Balay, Saint-Etienne (Loire); prix : 5 fr.

Le jazz javanais et les danses langoureuses, sous les guirlandes richement illuminées, évoquaient dans mon esprit les scènes de chercheurs d'or que Pierre Hamp s'est attaché à décrire, quand il eut vu les grands rapaces de la finance, répugnants de graisse et d'orgueil, se repaître des chairs viennoises. Des badauds s'approchaient des tables, attirés par la musique et les mets royaux, et je retins la parole cynique d'un chef d'industrie attablé avec nous : « La révolution, dit-il en coupant son cigare, la révolution, je n'y crois pas, je la vois ! »

TRAVAIL EN USINE

Manœuvres.

Le manœuvre est la bête de somme des usines. C'est lui qui, dans une fabrique de pâtes alimentaires, décharge les camions des Moulins de Paris. Il a l'obligation de courir en poussant devant lui son diable chargé à 100 kilogs. C'est lui qui, dans une fabrique d'électro-céramique, assure l'enfournement et le défournement des gazettes, qui, par frottement, mettent au troisième jour ses mains en chair vive. C'est lui, enfin, qui, dans une fonderie de fer, cueille la fonte catastrophique à même la gueule du haut-fourneau, et dans le gerboiement d'étincelles de ces flots d'un lait ardent, fondant en sueur, les deux bras tourmentés par le poids des poches, traverse le hall des mouleurs et calcule son geste prudent, quand le sol gémit sous la coulée versée en sable. Ses vêtements sont perforés de particules volantes, et la mortelle chute dans la fonte de quelque poche renversée par inattention est, chaque jour, devant lui. Ce labeur éprouve le corps, et laisse à la fin du jour une meurtrissure musculaire qui fait d'une population ouvrière où les manœuvres représentent 25 pour 100 des hommes, un peuple de surmenés. Celui qui, après un défournement exigeant pour le corps comme une ascension alpestre, passe les portes de l'usine dans le flot noir des travailleurs, titube dans la rue, enivré d'efforts, et se jette sur son lit jusqu'à l'heure du dîner, incapable de rien faire, et trop fatigué pour avoir de la joie, connaît quelque chose du surmenage de l'homme-bête. La fermeture des cafés à 21 heures en plein Ivry, et le silence des rues à 22 heures en semaine, donnent l'indice de la surtension musculaire d'une jeune population qui ne trouve le courage de rire au cinéma que le samedi soir et aussi le vendredi, parce que cette soirée-là n'est suivie que de quatre heures de travail, par l'application de la semaine anglaise. Ils disent avoir du courage lundi, mardi et mercredi : « Après, ça ne va plus, mais il faut marcher tout de même. » J'ai mesuré la fatigue ouvrière à l'emploi du dimanche, ce jour où appelé au téléphone à 10 h. 30, j'entendis l'exclamation du personnel : « Comment, déjà du monde qui se lève! » Et j'en compris le sens lorsque le soir mon voisin de table affirma que son sommeil de dimanche en dimanche se prolongeait jusqu'à 16 heures, de sorte qu'il était sans nourriture à midi.

La grande meurtrissure imprimée dans sa chair rend impossible à l'ouvrier la satisfaction des besoins humains autres que les seules nécessités de boire, manger, ne rien faire et dormir. La pensée, impossible aux heures de labeur, est chassée par asphyxie des heures de loisir toujours rares. Celui qui, au dixième jour de travail, n'a plus l'énergie de se lever à un autre moment qu'à la dernière minute, et qui, le soir, est accablé de sommeil, constate que le droit à la méditation est refusé à tous ces prolétaires. Il comprend la matérialisation du peuple dans une lassitude journalière, dont émergent, non refoulées, les accumulations sordides du vieux fond bestial de l'humanité.

Salaires de manœuvres.

Le salaire des manœuvres est un salaire anormal, en ce sens qu'il est une rétribution de célibataires. Valdour (Ouvriers parisiens d'après-guerre) constatait, en 1921 déjà, que le salaire des manœuvres, rogné par les seules dépenses de la nourriture, du logement et du blanchissage de 11 fr. 80 sur 14, ne laissait à l'ouvrier que 2 fr. 20 par jour, 863 par année, sur quoi les frais de vêtement, chaussure, transport et distraction, s'acharnaient dans une prompte ripaille. J'ai assisté à la conversion sociale d'un étudiant, chez qui les traditionnelles affirmations bourgeoises, après huit jours de travail rétribué, en fonderie de basalte, se sont muées en déclarations comme celles-ci : « Il est impossible de vivre avec 22 francs par jour à qui ne peut compter périodiquement sur un envoi d'argent de quelque parent apitoyé. »

Je rentre en titubant. Une brave femme m'a préparé un repas sur quoi je me jette comme une bête. A 18 heures, je reviens abruti, et n'ai pas la force de me laver. Une fringale me dévore, dont l'apaisement me paraît comme le second plaisir de la journée, et le troisième est de m'endormir lourdement, non sans avoir préalablement pensé : « Comment donc, 10 heures de peine pour ces trois petits plaisirs qu'un chien sans maître peut s'accorder? » Si gagner sa vie c'est accomplir un travail qui donne la possibilité de satisfaire aux triples exigences du corps, de l'intelligence et de l'âme, j'affirme que le manœuvre ne gagne pas sa vie.

Manœuvres spécialisés.

Cinq machines-outils en série martèlent de leur précipitation rageuse la morne atmosphère d'un atelier noir, où d'autres découpeuses, perceuses, coudeuses, axeuses et presses, dominatrices tyranniques, se font servir par 150 esclaves humains. La dictature orageuse du fer impose à l'homme par violence un silence qui l'isole de son voisin le plus immédiat. Au visage de leurs cinq servants, elles impriment une pâleur inquiétante, à leur torse une courbure anormale, à leurs nerfs une surexcitation nocive. La ferraille en ruban que mâche à coups de molaires la première découpeuse, sort en charnières camelote d'une série de cinq opérations simples dans cet atelier de serrurerie mécanique et accessoires de voyage où Taylor est écouté.

Une cisailleuse accélérée commande le geste machinal d'une femme, et rogne dans un jour la double extrémité de 5.500 poignées d'acier, ce qui oblige cette mère de famille à embrayer 11.000 fois et débrayer autant de fois, portant la totalité des gestes identiques à 22.000 en neuf heures.

Ces femmes ont l'obligation de connaître le chiffre de leur production journalière, à cause de quoi,

comptant par dizaines les pièces que crache la machine, elles en inscrivent le nombre à la craie sur quelque surface noire où s'alignent les additions fabuleuses. Leur esprit désœuvré s'accommode à salut de ce remplissage inintelligent de chiffres.

Heure après heure, jour après jour, et entouré de corbeilles où s'accumulent à déborder des milliers de serrures toujours remplacées, un homme, à qui la machine excessivement prolifique arrache un appel à la grâce, essaie de dominer ses nerfs en adaptant des clés minuscules, créées en série, à l'orifice toujours identique des appareils de fer blanc.

Voisin du malheureux, je coude à grands coups du levier actionné à bras d'une presse à métaux l'acier à 8 millimètres, dont on fait les poignées. Le coup de rein nécessaire, producteur de courbatures intolérables, excuse l'ouvrier dans une production journalière qui ne dépasse pas 500 pièces. Jadis quand un serrurier avait besoin d'une paire de poignées solides, il allait à la cisaille, il allait au balancier. Aujourd'hui, l'exécrable division du travail condamne le sans-métier à passer trois cents jours devant le même outil.

La participation aux angoisses des manutentionnaires spécialisés, imprime au profane habituel la sainte habitude d'apprécier les objets fabriqués, non plus en valeur-monétaire, mais en valeur-souffrance, et sa vénération croît d'autant plus que les objets sont plus simples, de cette simplicité qui plaît au muscle mais détériore l'esprit de celui qui les a fait dans un geste de machine. La « production parallèle », confiante dans les multiples capacités humaines et point marâtre quand l'ouvrier s'absentait une heure par incapacité de travailler, est une mourante qui déplore l'encombrante présence de son héritière, la moderne « production en chaîne », qui satisfait le chef toujours, l'ouvrier jamais, car elle réclame de celui-ci une attention soutenue de minute en minute, par sa phobie de la paralysie. Pour atteindre à ses fins, elle installe au cœur de l'usine une militarisation disciplinaire, qui fait de l'ouvrier un écolier renfrogné par la constante présence à ses côtés d'un pion, actif seulement du regard et du reproche.

La machine, accélérée au maximum, exige de l'ouvrier responsable de la production une surtension nerveuse, et ne modifie jamais son rythme obsédant pour obéir à la défaillance d'un corps accidentellement indisposé, mais l'oblige à forcer la nature et à se faire courtisan d'une princesse inhumaine. Le pain quotidien du manœuvre spécialisé est l'asservissement à la machine dont la constante domination sur lui fait de cet homme un être mécanisé.

La généralité de l'adoption pour cette catégorie d'ouvriers de la rétribution « aux pièces » rend difficile à l'enquêteur l'établissement du salaire moyen, mais il apparaît comme dépassant fort peu le salaire du manœuvre, et le caractériser de salaire pour célibataire est encore nécessaire.

J'ai dans l'esprit le spectacle de trente ouvriers polisseurs dans un atelier sans air, les oreilles et les narines obstruées de coton, les deux fesses liées à l'établi, et le torse nu couvert de sueur en coulées noires par les poussières nocives; penchés sur les meules tourbillonnantes, ils couraient une course de vitesse, la course folle à l'argent, dans laquelle chacun d'eux espérait atteindre à l'invraisemblable production d'un champion qui gagnait 6 francs dans une heure.

La rétribution « au boni », dernière création du patronat pour éliminer les incapables, oblige l'ouvrier à dépasser un minimum de pièces, pour la production desquelles il touche un salaire de base dérisoire, et lui laisse l'alléchante possibilité, s'il est très habile, de produire en surnombre des pièces, en échange de quoi il reçoit une correspondante rétribution.

Celui qui gagne 100 francs pour 60 heures de travail ne peut pas vivre dans une cité où, pour obtenir un cabinet meublé, sans table et sans feu, il faut donner 25 francs, et pour les 21 repas nécessaires, 75 francs. Sa misère éclate dans l'état de son linge non blanchi par impossibilité, et la morne physionomie de qui n'a pu s'accorder, avant d'entamer une autre semaine, la délassante balade en forêt.

Et dans cette phrase : « Encore une de passée! » qu'on entend dans les couloirs d'usine à la fin de chaque journée, à la fin de chaque semaine, transparaît l'angoisse de ceux qui sentent que la vie passe comme cela, que la vie est courte, et cette constatation les amène à envier le bourgeois. L'impérieuse volonté de la personnalité blessée imprime au cerveau l'idée fixe de changer d'usine pour changer de geste, de sorte que la société des manutentionnaires spécialisés est un errant troupeau dont la vie se passe d'usine en usine à chercher le travail rêvé, jamais atteint. Ce qui faisait dire à un camarade révolté : « Le système Taylor fera certainement des fous dans peu d'années!»

Femmes.

La soif du profit, malaise éternel, précipite quelques industriels dans la cruauté de réclamer d'une femme un labeur de manœuvres, que seule la musculature mâle peut accomplir, ce qui assure un tonnage sensiblement égal de matière soulevée à salaire léger. Témoin cette femme, ma voisine de table au restaurant, qui a travaillé deux ans dans l'une des trois équipes « en brigade », qui chacune assurait un service de huit heures consécutives, pendant lesquelles avaler une bouchée de pain était strictement interdit. Dans cette fabrique de savonnerie, deux femmes au pétrissage soulevaient, toutes les dix minutes une caisse de cinquante kilos de savon en poudre et tournaient ensuite une manivelle dont la rotation exigeait d'elles un effort de Titan. L'épuisement de cette femme éclatait dans la double concavité de son visage. Mais son présent labeur lui est comme la réalisation d'un rêve. Cependant, à genoux tout le jour sur un sol bétonné, dans la dense atmosphère d'un bain turc à température brûlante, cette femme brosse d'innombrables peaux de lapins dont elle avale tant de poils qu'elle en perd l'appétit. Toutefois, la presque totalité des femmes accomplissent un travail de manutentionnaires spécialisés : paquetage, vernissage, embrayage et débrayage des machines-outils, à cause de quoi il est juste de dire qu'un nombre important de manœuvres spécialisés est représenté par des femmes.

Aux abords sombres et sales d'un four d'électro-céramique, précieusement chargé à 18 tonnes, une Piémontaise et sa fillette de quinze ans, d'une rare beauté, découpent à l'emporte-pièce, dans un ruban de terre, des coussinets sur quoi faire reposer les pièces crues à l'encastrage, pour éviter l'adhésion au fond des gazettes, lors de la cuisson. Le spectacle de

ces femmes jolies, mais éreintées et poussiéreuses, évoque des visions d'esclaves briquetiers égyptiens, de peuple juif asservi ou de galère. En de pareilles circonstances, le sabotage par « cafard » doit être compris comme une tentative de révolte de la nature humaine.

La femme dégoûtée de l'usine peut se réfugier dans un travail à domicile, où elle aura le choix entre la fabrication de sacs en papier payés au mille, ou l'assemblage en assortiment de douze, d'épingles de sûreté, ce qui lui permettra, dans le temps qui sépare 13 heures de 19, l'accumulation de quatre pièces d'un franc, salaire de misère.

La chair de la femme occupe un degré supérieur dans l'échelle des valeurs industrielles, dont le critère d'établissement est le profit, comme le prouve l'utilisation de 4.000 femmes dans une usine de 6.000 ouvriers. L'inhumanité du capitalisme, que n'arrête aucune pudeur, s'applique à la scrupuleuse élimination des adultes flétries et à la corruption mécanique de la fleur des masses féminines dans l'utilisation des fillettes payées à bas prix. De ma fenêtre, j'avais quotidiennement le spectacle d'un portail d'usine qui rendait chaque soir à la cité 2.000 femmes épuisées, dont les trois quarts adolescentes.

Beaucoup viennent de loin, tel ce groupe d'usinières, point arrêtées par un transfert d'une heure et demie qui les amenait à l'aube d'Argenteuil à Ivry, et le soir en sens inverse. Quittant leur maison à 5 h. 30, elles déjeunaient au réfectoire de l'usine, et rejoignaient à 20 heures leur mari fatigué.

Au seuil de l'unique crèche usinière d'une cité telle qu'Ivry, où cinquante industriels préfèrent l'enrôlement systématique des filles et des femmes stériles à l'établissement onéreux d'institutions infantiles, je voyais chaque matin cent femmes qui devaient être au poste à 6 h. 45 avec leur gosse lavé et habillé. Ces femmes, par le labeur maternel commencé la nuit, et l'effort de porter l'enfant à bras dans la neige ou la pluie, avaient derrière elles à cette heure matinale, l'équivalent d'une demi-journée de travail, qu'elles complétaient quand, après neuf heures de labeur dur en fabrique, elles rentraient nourrir le mari et coucher l'enfant.

Le salaire des femmes calculé toujours comme salaire auxilaire marital, est anormal, car on suppose la femme mariée. La double injustice du fait apparaît dans la prostitution à quoi sont portées les filles, et la misère perpétuée au foyer, quand le salaire marital est calculé pour célibataire, ce qui est la réalité dans la grande majorité des cas.

La femme ouvrière gagne si peu, que s'accorder un repas au restaurant lui est un luxe. Elle trompe alors son légitime désir en vidant une gamelle de macaroni réchauffé sur le poêle d'un réfectoire d'usine ou par le « bistrot », et la boîte de camembert consommée en une semaine.

LOGEMENT

L'homme de métier au salaire normal est plus mal logé que le manutentionnaire des bourgs de province. Cuges, cité du Var, loge ses ouvriers dans un castel ou vivaient jadis des princes, alors qu'un Parisien professionnel s'endort chaque soir sous une feuille de carton bitumé. Là deux étages sont loués à l'année 600 francs, alors qu'ici la même somme suffit à peine au locataire de 200 mètres de terrain, à s'assurer le droit d'y installer sa baraque pour un an. Ou encore exactement, trois fois deux étages en province, contre une chambre en meublé à Paris. Le salaire n'en est pas la cause, mais l'augmentation de la population de banlieue et la crise du bâtiment.

L'initiative de construire appartient au professionnel économe ; mais l'utile qualité d'économie aboutit au malheureux résultat de rogner sur la salubrité nécessaire, quand elle devient une obligation, par manque d'argent. On construit alors une chambre unique de 3 mètres sur 4, qui sans main-d'œuvre, parce que tous les voisins camarades prêtent la main, revient à 5.000 francs. Mais vingt ans après on peut difficilement s'épargner la peine d'assister à des scènes comme celle-ci : un dimanche après-midi, 2 janvier, au seuil d'une année nouvelle « une maison bonne à f... en l'air », gouttières partout, plancher inondé, la famille réfugiée dans l'angle sec de la chambre, d'ailleurs baignée dans une morne buée, froide, qui est celle des champs en automne. La mauvaise humeur de l'homme, quand deux mètres carrés de plafond s'effondrent autour de la cheminée, égale le découragement de la femme, dans la constatation qu'une paire de draps de 200 francs est perdue, piquée par l'humidité.

L'hôtel.

L'hôtel ouvrier, de plus en plus, offre une solution commode, onéreuse et malsaine, au problème difficile du logement. Le grand nombre de ces édifices est la première chose qui étonne l'enquêteur social en banlieue parisienne, et il peut bientôt constater que, non seulement la plupart des maisons en construction ont cette destination, mais encore que des immeubles importants sont transformés en hôtels ouvriers. Il comprend alors la signification de cela, qui témoigne d'une population formée essentiellement de célibataires, jeunes hommes et jeunes femmes déracinés des campagnes ; d'autre part de l'exploitation rapace d'une catégorie de logeurs. Déjà en 1923 (ateliers et taudis de la région parisienne), Valdour constatait que le quart de la population laborieuse vivait en garni : « Avant 1914 on n'y rencontrait guère que les familles les plus pauvres ou déchues. Depuis la guerre la crise du logement a contraint beaucoup de salariés à vivre ainsi. »

L'hôtel est si cher que l'ouvrier doit travailler deux journées pour payer seulement le prix de sa chambre louée à la semaine. Contrairement au labeur du prolétariat rétribué en fin de semaine, de quinzaine ou de mois, la valeur d'un garni se paie à l'avance ; et je cite l'expérience d'un ami étudiant, qui le même jour engagé à l'usine et preneur d'une chambre, se vit couper la lumière tant qu'il n'eut pas touché sa première paye, qui eût pu lui permettre de se conformer aux règlements du logeur.

L'hôtel où s'entassent les familles ouvrières, n'offre pas d'installations sanitaires. La douche est inconnue, à cause de quoi l'ouvrier s'accommode d'une scrupuleuse conservation de la crasse usinière du soir au matin, et du lundi au samedi.

J'ai visité quarante hôtels ouvriers, et sur le nombre, n'en ai trouvé qu'un seul qui assurât aux locataires un moyen de chauffage pour l'hiver. Aucune radiation de chaleur prévue dans les chambres de cet hôtel moderne où l'on passe ces jours-ci la dernière couche de peinture. Il est facile d'en comprendre la raison à qui voit le « bistrot » chauffer la salle à boire du rez-de-chaussée. Mais une lourde responsabilité pèse sur cet homme qui attise un feu nocif en alcoolisant le peuple.

L'homme sans métier, au salaire de misère, s'accommode d'un cabinet meublé loué à 25 francs de dimanche en dimanche. Je suis allé voir un jeune homme et le trouvai dans une telle situation : sans table, sans armoire, sans feu. La lumière électrique en plein jour remédiait à l'insuffisance de lumière naturelle, car il n'aurait eu du ciel que 50 centimètres sur 30 au niveau du plafond, si l'orifice n'eût donné dans une cour dont la seule image adéquate est celle d'un puits. C'est peut-être l'accablante solitude qui obligeait cet homme à garder son pardessus et son chapeau, plus que la température, car on était au mois de mai. Je quittai ce provincial dépaysé.

Valdour (de la Popinque à Ménilmuch), cite une famille ouvrière, composée des père et mère, de trois fils de 15 à 18 ans, et de trois jeunes enfants, installée à demeure dans une mansarde d'hôtel. La table est si petite qu'on n'y peut tenir plus de deux, où l'on mange à tour de rôle un repas préparé sur un poêle dans un coin de la chambre encombrée par ses habitants et par les lits.

La zone.

Enfin, je ne puis passer sous silence la zone, bien qu'il s'agisse là d'une sous-classe ouvrière, ces parias d'Occident que se sont attachés à peindre Cyril et Berger dans les Têtes Baissées. Le chiffonnier que je visitai a dressé sur la terre nue la capote d'une voiture de campagne où il loge avec ses deux garçons orphelins de mère. Du papier huilé par devant tient lieu de porte. De l'autre côté et connexe une baraque ouverte pour son vieux cheval dont il disait : « L'animal a passé son derrière chez nous, il a fallu réparer ». Un cadre de bois, du varech, un petit poêle, trois caissettes à l'extérieur servant d'armoire constituent le mobilier. Cet homme a loué deux mètres carrés de terrain pour ne plus être vagabond, mais avoir le droit de placer ses fils ailleurs qu'en prison : à l'école... ou à l'hôpital.

Personne n'a jamais fait le catalogue des misères de la Zone mais celui qui a vu dans quelque fondrière de boue ces deux fillettes au corps crispé sous la pluie de glace, et leur chair de quatre et six ans se refuser à colorer l'unique chemise de toile adhérente par humidité, d'une autre teinte qu'une teinte de mort, comprend la détresse des simples lecteurs.

CONCLUSION

Celui qui s'ingénierait à trouver la plus grande torture n'en trouverait pas d'autre à appliquer à l'artiste que de l'obliger à travailler journellement dix heures dans l'un de ces ateliers sombres, dont la seule image adéquate est une fosse, avec cette différence que ses hôtes n'y aperçoivent point le ciel, car la sensibilité esthétique du supplicié se trouverait doublement blessée, par contact avec le sale et brutal de la métallurgie, et par l'incapacité de connaître de la nature, autre chose qu'une brise attardée dans le feuillage nouveau d'un platane, au soir d'une journée de claustration.

Tous les inconvénients de la caserne se retrouvent à l'usine où la grande échelle de hiérarchie établit entre subordonnés et chefs une atmosphère de frousse irraisonnée, qui serait risible si l'ouvrier n'en supportait pas journellement la conséquence.

Etre sous les yeux du chef est insupportable ; le droit au repos d'une minute est enlevé à l'ouvrier qui se l'accorde quand même et s'assied cent fois, mais à chacune il peut se dire : « Si le chef me voit je suis vidé ! »

La militarisation dans l'industrie écrase l'ouvrier, obligé toute sa vie à passer par les transes deux fois quotidiennes, d'arriver une minute trop tard aux portes fermées de l'usine, ce qui l'oblige à rentrer chez lui et à rectifier à perte son budget.

Le machinisme entretient une surtension générale qui fait regretter les temps anciens où l'esclavage romain et le servage médiévial, régimes odieux, laissaient cependant encore pour la vie intérieure une marge qui est refusée à l'ouvrier moderne.

Arnold BREMOND.

Un ban pour M. le Préfet

Figurez-vous que l'*Humanité* s'était avisée de dire qu'un récent mouvement des inscrits maritimes d'Alger s'était terminé par un succès. Quand, horreur! elle apprit que le mouvement avait été dirigé par les autonomes, ce succès devint la plus infâme des trahisons. Il y a, pour l'*Humanité*, deux catégories de militants dans les grèves : ses amis et les autres. A ses amis, tout est permis : « dégonflage », comme chez Hispano-Suiza, acceptation de l'arbitrage, rentrée sur promesse patronale, etc. Pour les autres, autonomes et confédérés, ce sont autant « d'odieuses trahisons du prolétariat. »

Il y eut dernièrement, à Alger, un mouvement des peintres, dirigé par le Syndicat Unitaire (vous entendez bien : *unitaire*). Ce mouvement se termina par la signature d'un contrat de travail, en présence du préfet.

Or, le syndicat adressa à l'*Echo d'Alger*, qui le publia le 22 juillet, un communiqué dont nous détachons les lignes suivantes :

« *En assemblée générale les ouvriers peintres,* « *réunis le jeudi* 19 *juillet*, ouvrirent un ban en « l'honneur de M. le Préfet, *qui dirigea la discus-* « *sion avec un impartialité incontestable. Nous lui* « *en témoignons notre plus profonde reconnais-* « *sance.* »

N'oubliez pas que c'est le Syndicat unitaire (vous entendez bien : *unitaire*) qui parle et que c'est l'assemblée du Syndicat *unitaire* qui fit un ban en l'honneur du représentant du gouvernement de répression...

Pour que ça soit complet il ne manque plus qu'un ordre du jour de flétrissure à l'adresse du traître Schiavo, qui ne sait pas, le malheureux, que le fin du fin, en matière de syndicalisme, c'est d'exprimer sa « profonde reconnaissance » à l'agent du pouvoir d'Etat au représentant de Poincaré.

UN BEAU MOUVEMENT

La Grève des Inscrits d'Alger

La bataille des salaires a commencé dans le port d'Alger avec le mois de janvier de la présente année. D'abord pour les inscrits des remorqueurs, ensuite pour ceux des travaux du port dont la firme est la fameuse Société Schneider. Après avoir formé le cartel du port d'Alger, comprenant le Syndicat des Patrons-Borneurs brevetés (lire capitaines au bornage), le Groupement des Mécaniciens Pratiques, nous prenions le Secrétariat de ce Cartel et dans la première quinzaine de mars, après deux séances assez ardues du Comité de Conciliation, nous réussissions à obtenir un relèvement de salaires, variant de 13 à 19 %, suivant les catégories, et ce avec rappel du 1er février.

Nous reprenions, dès les premiers jours de juin, les revendications des inscrits de la ligne côtière.

L'Administrateur convoquait, dès les premiers jours de juillet, le Comité de Conciliation. Quatre séances de ce Comité, tenues en 4 semaines différentes n'ont pas donné les résultats escomptés. Un procès-verbal de non-conciliation était dressé et envoyé à Paris, pour suivre la procédure d'arbitrage.

A l'issue de la dernière séance de conciliation, tenue le mardi 24 juillet, nous décidions, à titre de premier avertissement, de faire une grève de protestation de 24 heures, une Assemblée générale devant se tenir le jeudi 26 au soir, devait décider de la suite à donner à ce mouvement. Pendant trois jours les navires furent arrêtés.

Le mouvement de protestation ayant pleinement réussi, les camarades rejoignirent leur bord. Les armateurs intervinrent alors, refusant de réembarquer les inscrits et par application des articles 39 et 59 du Code maritime de la loi du 17 décembre 1926, demandaient pour les inscrits ayant abandonné leur poste un emprisonnement allant de six jours à six mois.

De plus, s'autorisant des articles 48 et 49 de la loi du 13 décembre 1926, les armateurs n'offraient que la moitié des salaires dus, l'autre moitié étant retenue pour sûreté des sommes auxquelles le marin pourrait être condamné, à titre de dommages-intérêts envers l'armateur.

Nous n'hésitâmes pas, une réunion était tenue le jour même et l'ordre de grève générale était donné immédiatement.

La reprise du travail.

Le mouvement fut admirable, la grève fut presque unanime. Les navires se trouvant sur les différents points de la côte algérienne rejoignirent immédiatement le port d'attache Alger, les inscrits obligeant dans la plupart des cas le capitaine à rejoindre.

Enfin le 8 août, l'administrateur nous fit demander de fixer, *en attendant que la Commission d'arbitrage* statue sur les salaires, les conditions de reprise du travail.

Dans la réunion tenue à l'Inscription Maritime le lendemain et à laquelle assistaient, outre les armateurs, la plupart des inscrits en grève, les armateurs furent contraints d'accepter et le signer un procès-verbal tenant lieu de contrat, fixant les conditions de reprise du travail, toutes énumérées par le syndicat:

1° Retrait par les armateurs de leurs plaintes et demandes de pénalités et sanctions civiles. Paiement immédiat aux inscrits des salaires retenus.

Paiement aux inscrits des trois journées des 24, 25 et 26 juillet, passées au port pour assister à la réunion de protestation. (Ces journées avaient été retenues par les armateurs.)

2° Les armateurs s'engagent à se présenter devant le Comité d'Arbitrage et à se soumettre à ses décisions.

3° Les armateurs s'engagent à reprendre les inscrits et à leur donner le poste qu'ils occupaient à bord de leurs navires respectifs, aucune sanction pour faits de grève ne pouvant être admise.

Dès la signature, les armateurs s'exécutaient en ce qui concerne les sanctions et les paiements et le lendemain, après une Assemblée générale enthousiaste, où les inscrits décidaient de reprendre le travail, chacun rejoignait son bord, contraignant les quelques jaunes et les équipages de fortune à débarquer.

Sur un seul navire « L'Actif », de la Compagnie Schiaffino, le capitaine se refusant à accepter l'accord, voulait laisser à terre le maître-d'hôtel, le Syndicat, au moment du départ, intervenait et donnait l'ordre à l'équipage de ne pas appareiller. Cet ordre suivi, le capitaine nous faisait appeler et acceptait devant l'attitude résolue de l'équipage de réintégrer l'inscrit laissé à terre. Ce navire partait avec 6 heures de retard.

Bien mieux, en ce qui concerne la réglementation du travail à bord, nous contraignîmes les Compagnies à faire cesser le travail d'accostage qu'effectuaient jusqu'ici les inscrits. Des équipes de dockers sont donc embarquées pour faire désormais le travail de chargement et déchargement sur les différents points de la côte.

Ceci a contribué à resserrer les liens de fraternité entre les dockers et les inscrits.

Les Calomnies de « l'Humanité »

Notre grève de solidarité s'est donc terminée pleinement victorieuse.

C'est ce qui empêchait de dormir le stipendié communiste, le *minus habens* Cazala, et qui m'a valu les insultes usuelles à tout ce qui ne touche pas la maison, parues dans l'*Humanité* du 16 août.

Naturellement, la victoire des inscrits, venant après et pendant les désastres successifs des Syndicats unitaires ici, fixe un tournant dans le mouvement syndical. Depuis quelques mois en effet, pour obéir certainement à la Direction, on jette dans des aventures, sans aucune préparation, sans éducation syndicale (comment le pourraient-ils, les pauvres, car dans quel atelier, chez quel patron, l'appointé du

Parti, Cazala, a-t-il pu prendre, une seule fois dans sa vie un peu d'ardeur revendicative?), d'abord les travailleurs du Gaz et de l'Electricité, Cie Lebon d'Alger, aventure dont le résultat a été désastreux, plus de 85 camarades de cette usine étant restés sur sur le carreau. Un désastre plus complet a été évité, nos farouches communistes anti-collaborationnistes faisant un appel désespéré à la Municipalité de gauche pour subir son arbitrage.

Naturellement, cette organisation qui aurait pu grouper un millier de travailleurs, n'existe plus, ceux-ci jurant qu'on ne les y prendrait plus.

Actuellement, c'est la grève des travailleurs municipaux (voirie et nettoiement), corporation presque exclusivement composée d'indigènes du Sud, que nos communo-syndicalistes ont trompés. Cette grève est un désastre total, la Municipalité ayant procédé au remplacement de la plupart des grévistes; nous assistons au spectacle lamentable des chefs communo-syndicalistes envoyant communiqués sur communiqués au journal bourgeois la *Presse Libre*, demandant des audiences au Préfet et au Maire, pour que ceux-ci arbitrent ou interviennent pour faire reprendre les camarades abusés par eux, s'adressant aux autres organisations unitaires locales pour leur demander de se joindre aux travailleurs municipaux et tenter de solutionner ce désastre par une grève générale. Sur le refus de la plupart d'entre elles, faire appel aux organisations confédérées et aux chefs autonomes traîtres (c'est ainsi que le professionnel du communisme Cazala nous dénomme), pour que ceux-ci à leur tour interviennent.

Aussi la colère gronde dans les milieux ouvriers, les anciens militants, ceux qui ont la confiance des prolétaires d'ici en ont assez, la plupart des militants sérieux encore abusés par la C. G. T. U. et surtout par la Direction Unique, manifestent hautement leur intention de secouer le joug.

Ils se rendent compte que ce n'est pas dans l'intérêt de la classe ouvrière que toute cette agitation est ordonnée et ils s'aperçoivent que tout cela est fait au profit exclusif des politiciens venus dans le syndicalisme pour y effectuer la besogne que le parti communiste n'est pas capable d'effectuer lui-même.

C'est la perspective d'un redressement. Nous croyons enfin à la Renaissance du Syndicalisme.

SCHIAVO.

P.-S. — Pour les basochiens de Bobigny, tel le tout jeune parasite Cazala, il faut indiquer que la loi sur l'arbitrage dans la marine existe depuis le 25 septembre 1925, réglementant les conflits. — Les marins, de par les lois, sont plus enregimentés encore que les soldats et exposés à des sanctions très fortes, que ne manque pas d'appliquer l'inscription maritime.

STATISTIQUE

D'après le « Journal de la Marine Marchande » de septembre, le trafic du port de *Dunkerque* en août s'établit de la façon suivante :

	1925	1926	1927
Navires entrés	201	18	277
Importations	159.499	20.129	217.228
Exportations	103.957	»	131.041

Pourquoi ce formidable fléchissement en août 26? Rappelez-vous. C'était la grève des Dockers.

Notes Economiques

Les emprunts czaristes recommencent : les deux tenailles.

Un communiqué officiel du gouvernement roumain vient de faire savoir que des accords avaient été signés pour la stabilisation de la monnaie roumaine, et en premier lieu des accords concernant un emprunt international à émettre l'automne prochain.

L'organisateur de ces accords, le directeur du futur emprunt, n'est autre que la France. Voici déjà plusieurs mois que les plus hauts fonctionnaires de la Banque de France font la navette entre New-York, Londres et Berlin, afin de conclure ces accords, car il fallait absolument que ce soit grâce à « la France », grâce à son argent et sous son égide, que se fasse la stabilisation de la monnaie roumaine.

Pourquoi cela?

L'Etat-Major diplomatique et militaire français n'a peut-être pas beaucoup d'idées, mais quand il en a une, il l'a bien. Sa grande idée est toujours celle qu'il avait conçue il y a quarante ans, lors des fêtes franco-russes de Cronstadt. Cette idée est simple. L'ennemi, le danger, c'est l'Europe centrale ; pour se défendre contre elle il faut réaliser un dispositif en tenaille, avoir des alliés qui prendront l'Europe centrale à revers pendant que soi on la tiendra de face. C'était ce dispositif que réalisait l'alliance franco-russe. L'expérience a montré que, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la stratégie sur le papier, il ne valait pas grand'chose. Néanmoins, loin d'être abandonné, il reste aujourd'hui comme en 1914, la grande idée, la seule idée de la diplomatie française : Mais on a dû changer de partenaires; comme il ne pouvait plus être question de la Russie, on a pris pour constituer la seconde branche de la tenaille, la chaîne des nouveaux Etats orientaux : Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie. C'est sur eux que l'on compte pour remplacer « les Cosaques à trois étapes de Berlin. »

Mais comment s'assurer cette alliance ?

Comment s'assurait-on celle du czar?

On s'assurait celle du czar en payant le czar, en gavant d'argent le czarisme sous forme d'emprunts de toutes sortes. Pour s'assurer l'alliance de la « Petite Entente » et de la Pologne, il n'y a qu'à faire de même. Pas plus que le but n'est changé, n'est changé le moyen. C'est en fournissant à ces pays tout l'argent qu'ils veulent, qu'on s'assurera de leur fidélité. Malheureusement la situation financière de la France n'avait plus rien de commun ces dernières années avec ce qu'elle était au temps du czar; la France n'avait plus de bas de laine; au lieu de pouvoir prêter, il lui fallait emprunter. Dès lors le « grand plan » tombait en miettes. Déjà la Pologne était hors de jeu; la France n'ayant pu venir au secours de sa détresse financière, c'était l'Angleterre et surtout l'Amérique qui s'en étaient chargées. Le grand et vieil amour franco-polonais s'en était du coup évanoui. Pilsudski, devenu le grand maître, n'a pas positivement la réputation d'un francophile.

Il ne fallait pas que l'histoire de la Pologne recommence avec la Roumanie. C'est pourquoi, la situation financière de la France s'étant améliorée, on s'est tellement démanché à Paris pour avoir l'hon-

neur de prêter à la Roumanie l'argent qu'elle réclamait pour la stabilisation de son lei. L'emprunt roumain ne sera évidemment qu'une première opération, suivie de beaucoup d'autres. Au fur et à mesure que le bas de laine français se reconstituera, l'argent français recommencera à couler à flots dans les pays d'au-delà de l'Europe centrale, comme au temps du czar, et dans le même but. Le nouvel emprunt roumain c'est le recommencement des emprunts czaristes.

Mais... il y a un mais. Le capitalisme français n'est maintenant plus seul à vouloir pratiquer la politique de la tenaille. Il y a une autre puissance qui, contre un autre adversaire, veut aussi constituer une tenaille : c'est l'Italie... Tenaille de moindre envergure, mais qui recouvre en partie celle que cherche à réaliser la France.

Ici, l'adversaire, c'est le voisin immédiat de l'Italie, la Yougoslavie, limitrophe de l'Italie, comme l'Allemagne l'est de la France. La seconde branche de la tenaille est à former par les autres pays balkaniques, situés au delà de la Yougoslavie : Roumanie, Bulgarie, Grèce. C'est pourquoi la diplomatie italienne fait preuve de la plus grande activité dans chacun de ces pays, et c'est pourquoi la nouvelle de l'emprunt roumain, et de l'avance immédiate de 20 millions de dollars, consentie par les banques françaises, sur le produit du futur emprunt, était-elle à peine connue qu'on annonçait que la Banque Commerciale Italienne, de son côté, avancerait à la Roumanie 12 millions de dollars. Réponse du berger à la bergère.

Au Mexique aussi ouvriers et paysans ; Obregon et Morones.

Le meurtre d'Obregon, par les accusations auxquelles il donne lieu, révèle un trait extrêmement important de la situation actuelle au Mexique.

On sait que le régime actuel est le produit d'une longue révolution commencée il y a une quinzaine d'années, par le renversement de Porfirio Diaz, et menée par la coalition de deux forces : la force paysanne et la force ouvrière. Les paysans, les « peones », véritables serfs, voulant acquérir Terre et Liberté; les ouvriers voulant obtenir des garanties contre leurs employeurs, grands capitalistes étrangers, pour la plupart.

Dans cette coalition, Obregon représentait principalement l'élément paysan. Lorsque, après la présidence d'Obregon, le pouvoir, avec l'assentiment d'Obregon, passa à Calles, l'élément ouvrier devint prépondérant. Calles était lui-même plus ouvrier que paysan, et surtout il prit comme Ministre du Travail, Morones, représentant ouvrier typique, puisque secrétaire de la C. G. T. mexicaine, et qui semble avoir, durant toute la présidence de Calles, joué un rôle de premier plan dans le Gouvernement.

Le temps de présidence de Calles, finissant cette année, Obregon, d'accord avec Calles, se porta candidat pour lui succéder et fut élu. L'accord entre les deux forces de la Révolution semblait donc se poursuivre, chacune d'elles alternant au pouvoir avec l'assentiment de l'autre.

Or, voilà qu'avant de prendre ses nouvelles fonctions, Obregon est tué, et voilà que les partisans d'Obregon, les paysans, accusent du meurtre, non la contre-révolution, non la réaction cléricale, mais leurs alliés d'hier, les ouvriers, le parti « travailliste », Morones en tête. Que cette accusation soit fondée ou non, le fait seul qu'elle ait pu être formulée, que les paysans aient estimé que les ouvriers avaient pu ne pas hésiter à se débarrasser d'Obregon pour conserver le pouvoir, montre que, sous l'accord qui extérieurement se maintenait entre les deux forces révolutionnaires, existe, en réalité, une tension profonde. Après le succès commun, les deux classes dont l'union a fait la révolution, mais qui sont et demeurent économiquement très différentes, se séparent.

Seconde application d'une utopie.

Les expériences les plus récentes et les plus évidentes ne servent donc à rien!

Lorsque, après leur lutte héroïque de 1926, les mineurs britanniques ont réintégré les puits, ils durent subir un accroissement de la journée de travail et une réduction de salaires. C'était le seul moyen, prétendaient patrons et ministres, de redonner aux charbonnages leur activité d'antan, et, par là, de supprimer le chomage, car en « comprimant le prix de revient » par la baisse du salaire, on allait pouvoir tenir tête victorieusement à la « concurrence internationale »!

Résultat : depuis 18 mois que le travail a été repris, si on excepte les premières semaines pendant lesquelles il a fallu reconstituer les stocks, le chômage n'a pas cessé d'augmenter; continuellement, on annonce la fermeture de nouveaux puits, le licenciement définitif de nouveaux ouvriers, l'accroissement du chomage temporaire.

Au total, il y avait, au 21 juillet dernier, 90.500 mineurs employés de moins qu'un an auparavant.

Eh bien, cette expérience semble n'avoir servi de rien, puisque les cheminots britanniques viennent d'accepter une diminution de 2,5 % de leurs salaires, dans l'espoir de voir diminuer, grâce à l'accroissement d'activité que cette « économie » donnera aux chemins de fer (!!) le chômage des ouvriers des ateliers qui est actuellement de deux jours par semaine. Quelle utopie! La diminution des salaires est à peine réalisée que les faits le démontrent déjà.

Les compagnies de chemins de fer donnaient pour raison que le chomage était dû à la concurrence des transports automobiles. En diminuant les salaires, on pouvait diminuer les tarifs, et, par suite, concurrencer l'automobile. Et, de fait, dès la ratification par les trade-unions de l'accord intervenu, les compagnies de chemins de fer réduisirent leurs tarifs de « week-end », c'est-à-dire des billets d'aller et retour spéciaux de fin de semaine, valables du vendredi au mardi. Mais, non moins aussitot, les compagnies de transports automobiles répliquaient par une diminution de leurs propres tarifs!

Si la lutte se prolonge et s'accentue, nul doute que pour « soutenir la concurrence », les transports automobiles demanderont à leur tour à leurs ouvriers d'accepter une diminution de salaires, si bien que la réduction acceptée par les cheminots aura pour seul résultat de faire également réduire le salaire d'une autre corporation.

Ainsi il est encore démontré que chaque fois qu'on prétend agir dans « l'intérêt général », dans l'intérêt commun des patrons et des ouvriers, on n'aboutit en fait qu'à trahir « l'intérêt ouvrier ».

R. LOUZON.

LA

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

La minorité de l'enseignement au Congrès de Paris

La minorité syndicaliste de l'Enseignement allait-elle sortir diminuée du Congrès de Paris? (5 août). Une telle crainte n'a pas été justifiée par l'événement.

A Tours, l'année dernière, le vote le plus important au point de vue tendance s'était produit sur la résolution présentée par la minorité de la Seine qui précisait les conditions indispensables à la réalisation de l'Unité syndicale. Quarante-deux voix étaient allées à cette résolution, tandis que 161 se prononçaient contre.

Cette année, nous nous sommes comptés sur deux motions, l'une du bureau, l'autre de la minorité, la première approuvant l'orientation fédérale et celle de la C. G. T. U. et de l'I. S. R., la seconde déclarant que le syndicat reste le meilleur instrument pour l'émancipation prolétarienne, affirmant la nécessité de l'Unité syndicale et montrant les obstacles à cette réalisation (collaboration de la C. G. T. avec le gouvernement et les organismes patronaux, subordination de la C. G. T. U. au parti communiste par la « direction unique »), n'admettant que les accords circonstantiels, protestant enfin contre l'abandon de la tactique d'unité adoptée par les Syndicats unitaires au Congrès de Bordeaux.

La motion du bureau a recueilli 165 voix ; la nôtre 38. Nous avons donc, depuis Tours, perdu seulement un peu de terrain.

D'un autre point de vue, il faut remarquer qu'à Tours il y avait eu des écarts de proportion entre les différents votes, tandis qu'à Paris, au contraire, la minorité a, en toute occasion, retrouvé son nombre de voix. Ce n'est pas un fait négligeable.

Le Congrès a eu à connaître du refus opposé par le bureau à la publication dans l'*Ecole émancipée* d'une protestation contre l'emprisonnement et la déportation de militants révolutionnaires russes (Voir *R. P.* du 1er mai). « Ce serait s'ingérer dans les affaires du parti communiste russe, me disait un délégué, ce serait introduire la politique dans nos syndicats, et vous nous reprochez assez de le faire ! » Comme l'a fait observer Hérard, dès que l'on s'occupe de la Révolution russe, on touche au parti communiste russe. C'est inévitable. Des syndicalistes vraiment révolutionnaires peuvent-ils se désintéresser de la révolution russe ? Peuvent-ils rester muets quand ils apprennent que l'on emprisonne et que l'on déporte, sans jugement aucun, des serviteurs éprouvés du prolétariat ? N'ont-ils pas le devoir de protester contre ce coup mortel pour la révolution elle-même ? Telles étaient les raisons de l'ordre du jour déposé par Richard regrettant la non-insertion de l'ordre du jour dont il fut l'instigateur. Il n'en fallut pas plus pour nous accuser de prendre place parmi les ennemis de l'U. R. S. S. Si la Russie a des poux, Dommanget, nous pensons qu'elle aspire à s'en débarrasser, et nous voulons l'aider à les exterminer. La majorité préfère lui dire : « Oui, tu es belle, et des poux tu n'en as pas ! »

L'autre accusation portée contre la minorité est une prétendue nocivité de sa propagande qui entraverait le recrutement et aurait incité certains camarades à quitter la Fédération. Comme Cornec montrait que plusieurs syndicats majoritaires déploraient des démissions dont la minorité ne pouvait être rendue responsable, le délégué de la Dordogne, mis en cause, s'est écrié : « Des adhérents nous ont quittés parce qu'ils appartenaient au parti S.F.I.O. » Ceci montre combien nous avons raison de dénoncer l'attitude de la C.G.T.U. et celle du Cartel des Fonctionnaires pendant la foire électorale. Nous disons que quitter son syndicat ce n'est pas une attitude syndicaliste, mais nous incriminons la majorité fédérale et confédérale qui en a fourni l'occasion à des socialistes, en défendant le parti communiste aux élections.

Capables de reconnaître le travail de nos adversaires de tendance, et ayant la possibilité de nous prononcer séparément sur l'orientation, nous avons approuvé le rapport moral. Mais, chose curieuse, nous l'avons approuvé contre la volonté du secrétaire fédéral. Nous entendîmes Dommanget déclarer que l'approbation du rapport entraînait l'approbation de toute la tactique et de toute l'orientation confédérales et de l'I. S. R. On voulait nous confiner dans « l'opposition systématique ». Au grand dam de Dommanget, le Congrès ne se laissa pas duper par cette manœuvre indigne, que plusieurs majoritaires, et non des moindres, ont réprouvée publiquement.

Tout autant, certaines paroles nettement provocatrices de Monmousseau indisposèrent visiblement de nombreux délégués, et n'en déplaise à l'*Humanité,* le Congrès ne manifesta pas un vibrant enthousiasme à l'audition d'un secrétaire confédéral qui alla jusqu'à nous dire que nous ne luttions pas contre la guerre, ni contre la rationalisation. Devant l'outrage, Cornec et Allot, qui avaient produit un gros effort à la librairie, déclarèrent démissionner de leur poste. Tel fut le résultat — peut-être escompté — du discours de Monmousseau.

Notre minorité s'est montrée à ce Congrès, solide, combative, persévérante. Mais elle n'a pas progressé numériquement. Ceci nous montre notre tâche. Si nous voulons aboutir au redressement du mouvement syndical, travaillons à renforcer notre tendance, — dans la fédération et dans la C.G.T.U.

H. FULCONIS.

Les typos parisiens menacés d'exclusion

Les lecteurs de la *R. P.* se souviennent sans doute des assauts infructueux livrés par les communistes contre la direction du syndicat unitaire des typos parisiens. Ils se souviennent que le principal cheval de bataille des assaillants était le syndicat d'industrie.

Cette question entre maintenant dans une phase décisive : Un congrès fédéral du Livre-Papier se réunit du 12 au 16 septembre à Marseille et les communistes, maîtres de la fédération, se proposent de mettre les typos dans l'obligation de se fondre dans le syndicat d'industrie et de les « considérer comme des adversaires » de cette fédération s'ils refusent.

Pour comprendre la nature exacte de ce conflit, un bref rappel historique est nécessaire.

Le dernier congrès de la fédération unitaire du Livre-Papier, tenu à Paris en 1925, avait décidé qu'à la date du 1er janvier 1928, il ne reconnaîtrait qu'un syndicat par ville. Dans la région parisienne, un organisme provisoire — le Comité Intersyndical du Li-

vre-Papier — devait élaborer les statuts du syndicat unique.

Avant que la question ne vînt devant le Comité inter, elle fut largement débattue au sein du syndicat Typos où deux conceptions se heurtèrent :

Celle des communistes, voulant la fusion pure et simple, et la disparition des syndicats existants et leur remplacement par des sections techniques, dont le rôle serait limité à l'étude des règlements et tarifs et n'ayant aucun pouvoir de décision.

Les syndicalistes voulaient bien constituer un syndicat d'industrie, mais sans détruire les syndicats de métier existants ; le syndicat général devait s'occuper des questions intéressant l'ensemble des syndiqués, les syndicats corporatifs devaient avoir toute latitude pour décider des questions intéressant seulement leurs adhérents. Ils étaient partisans d'une caisse centrale, avec cotisation uniforme pour toutes les sections, mais voulaient que ces dernières aient la liberté de percevoir une cotisation supplémentaire pour leur caisse de section.

En un mot, d'un côté : centralisme à outrance ; de l'autre : souci de concilier les nécessités de l'unité dans l'action avec le besoin d'autonomie à la base.

La discussion se poursuivait assez vive à l'intérieur du syndicat Typos, lorsqu'un beau jour on apporta au Comité inter un projet de statuts tout prêt. Le Comité inter qui devait le préparer n'a jamais su qui s'était chargé de ce travail. En tout cas, aucun représentant des Typos ne fut appelé à y participer.

Et on soumit ce projet à tous les délégués, tous, sauf les Typos. Pour avoir le droit d'en prendre connaissance, ces derniers devaient d'abord déclarer qu'ils acceptaient la centralisation administrative et financière. A leur tour, ils établirent alors un projet de statuts qu'ils soumirent aux délégués des autres syndicats. Ceux-ci refusèrent d'en prendre connaissance. Ce n'est qu'après maintes protestations rendues publiques qu'ils comprirent leur gaffe et consentirent à communiquer leur projet et à mettre dans leur poche celui des Typos.

Ceci est assez significatif de l'état d'esprit dans lequel fut constitué le syndicat d'industrie. Tout ce qui émanait des Typos était rejeté de parti pris ; le porte-parole de la fraction communiste n'avait qu'à parler et tous les délégués votaient avec lui ; sauf toutefois les Lithographes qui, à la fin se sont joints aux Typos et qui, comme eux, sont actuellement en dehors du syndicat d'industrie.

Typos et Lithos étaient prêts à y entrer moyennant trois conditions :

Liberté de percevoir des cotisations ;

Choix des représentants de chaque catégorie professionnelle au Comité central par ces catégories elles-mêmes ;

Représentation des minorités dans les Congrès.

On refusa net et on ne permit même pas à des Typos d'aller exposer leur point de vue aux assemblées générales des organisations « sœurs ».

Et c'est à ce syndicat d'industrie, constitué par des gens qui ne voulaient à aucun prix d'une entente avec les Typos que la fédération va obliger ces derniers à adhérer !

Si cette décision est prise à Marseille, elle aboutira certainement à la dislocation du syndicat Typos : les uns se soumettront, d'autres se réfugieront dans l'autonomie ou iront renforcer les confédérés.

Cette volonté de détruire le syndicat des Typos parisiens ne peut s'expliquer que par le désir de fermer la bouche à l'opposition. On supporte de plus en plus mal les « rouspéteurs » que sont les typos et on veut les faire taire par tous les moyens : le baîllon dans le syndicat d'industrie ou l'exclusion.

Car le syndicat d'industrie n'est qu'un moyen. On n'a pu vaincre la majorité des typos par la lutte des idées ; on va y parvenir par les moyens « organisatoires ».

Ailleurs aussi, il existe de nombreux syndicats réfractaires au resserrement. On ne fait rien pour les contraindre : c'est qu'ils ne sont pas des « opposants systématiques » !

A ce train-là, et si on n'y met le holà, seuls les membres du P. C. et leurs sympathisants auront voix à la C. G. T. U.

F. CHARBIT.

Le syndicalisme des instituteurs au Congrès de Rennes

Les commentaires de la presse de droite, le discours de « gauche » de Jouhaux, la fin au chant de l'*Internationale* pourraient faire croire que le Congrès de Rennes a marqué de grands progrès du syndicalisme chez les instituteurs, de « formidables ravages », dirait le *Figaro*.

Certes, on ne peut assimiler le Syndicat national à l'ancienne Fédération des Amicales. Mais il faut bien dire qu'il reste dans le syndicalisme d'aujourd'hui quelques résidus de l'amicale d'hier. Nous l'avons vu quand fut repoussée la proposition de nommer un président pour chaque séance. La conception amicaliste de la « présidence » — le secrétaire général président de droit — a la vie dure...

Un très grand nombre de jeunes avaient été délégués à ce Congrès. C'est un bon signe. Il aidera à montrer qu'il y a, au Syndicat national, un problème des jeunes. Les jeunes n'y sont pas organisés. Une certaine crainte existe chez les anciens à ce sujet. On a admis les commissions de jeunes dans chaque section parce qu'on ne pouvait faire autrement. La commission centrale comprenait juste deux membres ; elle en comprendra quatre maintenant. Ces commissions vivent d'une vie réduite.

Ce qu'il nous faut ce sont des « jeunesses universitaires », intégrées dans l'organisation syndicale, mais ayant leurs réunions, leurs congrès, avec cette double tâche : la formation des militants et le recrutement. Notre commission corporative plie sous une charge insensée. Qu'on remette aux jeunes l'étude des questions les concernant.

Dans le rapport de la commission pédagogique, signé de Boulanger, l'article 7, qui prévoit un congrès tous les ans, était modifié de telle sorte que le congrès ne devait plus se réunir que tous les deux ans, avec entre temps un conseil administratif, dont la composition n'était même pas fixée. Le rapport Boulanger fut adopté mais sans ces dispositions. Nous continuerons de nous opposer au congrès bisannuel, le droit de contrôle des syndiqués n'est déjà pas si souvent exercé, ni si facilement.

Une autre tentative de brider la masse a mieux réussi. C'est la constitution de la Fédération générale de l'enseignement. Elle a été ratifiée, mais comment! Il a été décidé que la Fédération des fonctionnaires ne serait plus qu'un cartel permanent entre notre fédération et les autres groupements de fonctionnaires, avec, du reste, les mêmes obligations financières pour nous. L'article premier des statuts, seul, a été examiné ; tous les autres ont été adoptés en bloc. Or, ce n'est pas une fédération de l'enseignement qui vient d'être créée, mais une confédération d'universitaires, qui tiendra son congrès en octobre, au sein duquel le syndicat national disposera

de 42 voix, en comptant 75.000 membres, comme autrefois dans la Fédération des fonctionnaires il disposait de 60 voix. Nous aurons des sections qui seront de petites unions départementales d'universitaires; aucune fusion, mais groupement des groupes; elles seront réunies par régions académiques, et cela fait bien des degrés entre la base et le sommet.

Le congrès a voté le principe du traitement unique par 142 voix contre 59 et 4 abstentions. Mais le projet sur l'avancement que la fédération a déjà soumis au ministère, projet qui comprend la création de huit classes au lieu de six, ce projet n'a pas été discuté. Quelle contradiction, ces huit classes, avec l'idée du traitement unique !

Sur l'Internationale pacifiste et pédagogique, l'exposé de Lapierre fut émouvant. Nous adhérons à deux internationales, même à trois, mais enfin la F.I.F.I. (Fédération internationale des fonctionnaires et instituteurs) semble morte. Les deux autres sont bien vivantes. Il y a le S.P.I. (secrétariat professionnel international) ; c'est l'organisation adhérente à Amsterdam. Et il y a la F.I.A.I. (Fédération internationale des associations d'instituteurs) comptant près de 500.000 membres, dont 150.000 Allemands et 120.000 Anglais. Cette internationale de masses, fondée par Lapierre et Dumas, se tient en dehors du syndicalisme : elle a deux buts, le pacifisme et la culture pédagogique.

Certes je n'irais pas jusqu'à écrire que les manuels pacifistes sont à ranger « en quelque magasin d'accessoires pour théâtre subventionné », mais il faut bien dire que l'internationalisme ne repose pas seulement sur le pacifisme, mais aussi sur la lutte de classes. Le problème pour nous serait la « syndicalisation » des 120.000 Anglais et des 150.000 Allemands de la F.I.A.I.

Deux débats furent extrêmement intéressants : la nationalisation de l'enseignement et la défense laïque. A la veille de la discussion au Sénat du projet De Monzie, il était intéressant que le syndicat définisse sa position aussi nettement que possible. La nationalisation de l'enseignement est conçue comme les autres : dirigée par l'Etat, par les techniciens et les usagers (ces derniers étant les grands corps constitués et les associations en rapport avec l'enseignement). Le monopole est autre chose. Il peut aller jusqu'à la suppression de la liberté d'opinion. La Russie connaît ce monopole. Est-ce cela que nous voulons? Non.

Le Congrès s'est prononcé pour l'extension de la laïcité à toutes les écoles, malgré l'intervention de M. Ferdinand Buisson qui semble craindre une injustice envers ces écoles privées qui ne peuvent faire que des asservis. Il s'agit moins de défense laïque que d'offensive laïque. Nous envisageons l'emploi de moyens d'action énergiques contre les faits vraiment scandaleux de pression sur les familles, cités par Burel, faits extrêmement nombreux dans l'Ouest.

Bon congrès en somme, congrès de propagande de l'idée laïque tenu dans une région où la lutte est particulièrement pénible.

Mais un fait important n'a pas été rappelé dans le rapport moral de Glay. En son congrès de décembre 1927, la Fédération des fonctionnaires a voté son adhésion à la C. G. T., en acceptant conditions et modalités de la Commission administrative. Les 60 voix des instituteurs sont comprises dans la majorité qui s'est dégagée. Sommes-nous donc à la C. G. T. sous conditions? Et pourquoi ces conditions? Il faut que les instituteurs s'intéressent plus à l'orientation de la C. G. T.

Henri **BLUTTE**.

Le « resserrement mécanique » à l'éclairage

Au dernier congrès de la Fédération unitaire de l'Eclairage (Bordeaux), fut adopté le principe de la fusion avec la Fédération des services publics. Une commission fut chargée de s'aboucher avec celle-ci. De nouveaux statuts devaient être soumis aux Syndicats, à seule fin que, cette année, un Congrès fédéral puisse les examiner, les accepter ou les repousser.

La nouvelle Commission exécutive fédérale n'a pas jugé nécessaire d'attendre ce Congrès. Depuis janvier, l'organe fédéral : « Gaz et Electricité » a été remplacé par « l'Emancipation », organe des deux Fédérations fusionnées. De nouveaux statuts ont paru que l'on prétend applicables depuis le 1er janvier. Les deux Commissions exécutives se réunissent en commun.

De quel droit ? Je fais appel à tous les camarades présents au congrès fédéral de Bordeaux. A l'ordre du jour figurait la modification des statuts. Il fut jugé que cette modification n'était pas nécessaire, attendu qu'en 1928 le Congrès aurait à examiner les nouveaux statuts en vue de la fusion. A l'unanimité, le congrès accepta ma proposition de ne pas discuter le point de l'ordre du jour visant les statuts. Donc, les transformations réalisées par la Commission exécutive n'ont aucune valeur : les élus de Bordeaux n'avaient pas le droit de faire disparaître « Gaz et Electricité », de publier de nouveaux statuts, et de se réunir en commun avec les Services Publics. Seul le principe de la fusion avait été adopté : les modalités devaient être décidées cette année par les Syndicats eux-mêmes.

Comment veut-on qu'un resserrement opéré d'une façon aussi centraliste, aussi mécanique, tenant si peu compte des syndicats, principaux intéressés pourtant, produise de bons résultats?

Il faudra bien que l'on s'explique. — **KÉRAUDY**.

Le dernier fortin

Il existe, dans la C. G. T. U., une fédération qui n'est pas encore tombée aux mains des colonisateurs du mouvement syndical, une fédération qui persiste — la réactionnaire ! — à vouloir se diriger toute seule. C'est la Fédération du Verre.

Mais les manœuvres, petites et grandes, sont commencées pour réduire ce dernier fortin. Justement le Congrès fédéral se réunit ces jours-ci au Tréport, et afin de l'emporter, les politiciens communistes font flèche de tout bois.

Ils tentèrent de faire passer les deux secrétaires fédéraux, Süe et Herman, pour des vendus à Coty, à cause d'une lettre de nos camarades rappelant à la pudeur le pseudo-ami du peuple exploiteur des ouvrières de ses ateliers. La manœuvre était par trop grossière.

Alors, on eut recours au resserrement, ce resserrement qui est un excellent moyen d'étouffer les minorités par absorption, et aussi d'étouffer la caisse... Car il paraît que la caisse de la fédération des Produits chimiques, avec qui les communistes veulent resserrer le Verre, se trouve à sec. Mais les verriers ne l'entendent pas de la même oreille, et le Congrès du Tréport se prononcera sur ce resserrement, dont les raisons apparaissent d'un ordre un peu spécial.

Espérons que les militants du Verre sauront préserver leur organisation fédérale et que les destructeurs en seront pour leurs frais.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits du mois

JEUDI 26 JUILLET.— *Indes.* — Arrestation des membres du Comité des Cheminots grévistes à Madras.
— Grève des inscrits et des camionneurs du Havre.

VENDREDI 27. — Grève des marins et des grutiers du port de Rouen.

LUNDI 30. — *Indes.* — La grève des cheminots se termine par un échec.

VENDREDI 3 AOUT. — Les mécaniciens grévistes des pontons-grues du port de Rouen obtiennent satisfaction.

Allemagne. — Conférence internationale des mineurs à Sarrebruck.

SAMEDI 4. — Congrès du Syndicat National des Instituteurs à Rennes.

DIMANCHE 5. — Manifestation communiste contre la guerre à Ivry. Nombreuses arrestations.

Belgique. — Ouverture du Congrès de l'Internationale socialiste à Bruxelles.
— 20e Congrès espérantiste à Anvers.
— Ouverture du Congrès de la Fédération Unitaire de l'Enseignement à Paris.

MERCREDI 8. — *Yougoslavie.* — Mort du leader croate Stepan Raditch.

SAMEDI 9. — *Guyane.* — Troubles à Cayenne à la suite de l'empoisonnement de Jean Galmot. Six morts.
— La grève des inscrits de Dunkerque se termine par une augmentation des indemnités de vivres et du taux des heures supplémentaires.

DIMANCHE 12. — Le Japon menace la Mandchourie de représailles si elle se réconcilie avec le gouvernement de Nankin.

Syrie. — Le haut commissaire suspend, pour trois mois, l'Assemblée constituante syrienne.

Afrique du Sud. — Le gouvernement nationalo-travailliste s'oppose à la venue au Transvaal de 10.000 mineurs anglais chômeurs, tant qu'il y aura du chômage en Afrique du Sud et que les salaires y seront insuffisants.

DIMANCHE 12. — *Canada.* — Le Conseil exécutif des trade-unions canadiennes proteste contre l'envoi de mineurs anglais chômeurs pour faire la moisson, ceux-ci ne pouvant, après la moisson, que grossir les rangs des chômeurs canadiens.

MARDI 14. — Congrès de la Fédération Confédérée des Employés de commerce à Paris.

JEUDI 16. — Ouverture du Congrès de la Fédération Confédérée de l'Eclairage à Marseille.

SAMEDI 18. — Congrès des syndicats unitaires du réseau de l'Etat à Rouen.

MERCREDI 22. — Au Havre les briseurs de grève de la bande Poublan jouent du revolver : 2 grévistes sont grièvement blessés.

LUNDI 27. — Signature à Paris du Pacte Kellog-Briand contre la guerre. Manifestations contre les communistes à Ménilmontant et à Saint-Denis. Scandaleuses arrestations préventives.

En U. R. S. S. 8.000 révolutionnaires déportés

Du *Communiste :* organe de l'Opposition belge, l'information ci-dessous que vous pourrez rapprocher de la note de Louzon, sur le triomphe du Koulak :

Nous reprenons du journal « Volkswille », organe de l'Opposition du Parti Communiste allemand, la note suivante :

« D'après les communications qui nous parviennent directement, le nombre de camarades oppositionnels déportés atteint environ 8.000 jusqu'à présent.

« Le nombre des déportations et des arrestations a fortement augmenté au cours de ces derniers temps. Il y a à peine quelques jours, que trente nouvelles arrestations eurent lieu à Moscou. L'on ignore tout des motifs de ces arrestations.

« Selon les communications de nos correspondants de Moscou, le nombre des capitulards est très minime par rapport au nombre total des déportés. Nos camarades de Moscou nous disent textuellement : « Les partisans « ouvriers de l'opposition qui capitulent à la suite de « ce maintien du « cours de gauche » sont très peu « nombreux. Les hésitants de l'opposition ont été rap- « prochés de celle-ci par la pratique de Staline. »

Inutile de souligner longuement la gravité des faits que relate cette communication. Voilà donc la réponse que Staline et Boukharine ont réservée aux appels émanant des divers groupes d'opposition de l'Internationale.

⁂

La Rationalisation et l'Internationale Socialiste

La thèse économique adoptée au Congrès de Bruxelles ne déparera pas la collection des résolutions à tout usage adoptées ces dernières années par les Congrès socialistes. Ainsi, la rationalisation est définie, commentée, de façon assez juste ; mais les mesures pratiques envisagées ensuite pour combattre cette aggravation de l'exploitation de la classe ouvrière sont de pures utopies réformistes. Comment voyez-vous, entre autres illusions, le contrôle des trusts capitalistes, nationaux ou internationaux, par un nouveau B. I. T. ?

Dans l'économie capitaliste, la rationalisation revêt nécessairement deux aspects : d'une part, elle est un moyen d'accroître la production du travail et constitue un progrès technique dans la production ; de l'autre, elle est pour le capitalisme un moyen de compenser l'augmentation des salaires, la réduction de la journée de travail et le développement de la législation sociale par une économie progressive de main-d'œuvre et par l'aggravation de la contrainte exercée sur les travailleurs en vue de l'effort plus intense. Les ouvriers peuvent ainsi se trouver exposés à un plus grave abus de leur force les condamnant à une invalidité prématurée.

Ce développement technique augmente d'une part la quantité de marchandises que l'industrie lance sur le marché. Il rejette au moins temporairement, des masses plus considérables de travailleurs dans la détresse du chômage. La réduction des salaires, par quoi le capitalisme essaye dans quelques pays de surmonter ses crises accentue encore la contradiction entre le développement des forces productives du travail humain et la puissance de consommation des hommes qui travaillent. Cette contradiction se manifeste en crises économiques aiguës et en chômage massif.

A la nouvelle organisation du capital et aux nouvelles formes de sa technique productive se lient finalement la transformation des relations internationales. Le centre de gravité de l'économie capitaliste est déplacé de l'Europe vers les Etats-Unis d'Amérique. Dans les Etats agricoles, l'industrialisation se fait suivant un système accéléré. Dans les régions coloniales, aux In-

des, en Chine, etc., une industrie nouvelle se développe, basée sur une exploitation éhontée des femmes et des enfants. Le continent russe est à peu près retranché de l'économie mondiale.

. . . .

Mais loin d'ébranler la confiance de la classe ouvrière, les faits nouveaux constatés dans l'économie mondiale prouvent au contraire que l'évolution capitaliste crée elle-même de plus en plus rapidement les conditions favorables à l'abolition du capitalisme. Si les monopoles capitalistes exercent d'abord la pression la plus lourde sur les peuples, il montre, d'autre part, que leur évolution même tend à remplacer la concurrence par l'organisation systématique de la production générale. Si la rationalisation commence par aggraver les misères des travailleurs et augmenter le nombre des sans-travail, elle prouve, d'autre part, la possibilité de créer, en élevant au plus haut la productivité du travail, les conditions économiques d'une vie civilisée de tous les hommes. Si les cartels et les trusts internationaux soumettent tout d'abord les peuples et les Etats au joug du capital international, ils prouvent d'autre part que les conditions préalables à la suppression de l'anarchie du marché mondial et à la direction internationale systématique de l'économie mondiale, se développent.

. . . .

Au sein de chaque nation le prolétariat doit apprendre à utiliser sa puissance politique et économique : a) pour placer les monopoles capitalistes sous le contrôle de la classe ouvrière organisée ; b) pour développer et étendre la gestion publique et les coopératives ouvrières aux dépens de la gestion privée par les monopoles capitalistes ; c) pour intensifier la législation sociale et le droit des organisations ouvrières de participer au contrôle de la rationalisation ; d) pour obtenir l'extension de l'assurance-chômage, de la réglementation des conditions de travail par des contrats collectifs et l'augmentation des salaires réels.

Sur le terrain international, la classe ouvrière a une triple tâche à remplir :

a) Elle doit s'efforcer tout d'abord de supprimer progressivement les entraves apportées au développement des échanges internationaux des marchandises. Elle doit à cet effet, par son effort propre et en connexité du Conseil Economique, encourager les conventions internationales qui tendent à supprimer les prohibitions à l'exportation et à l'importation, et à détruire le système des hauts tarifs douaniers protecteurs ; travailler à l'application générale de la clause de la nation la plus favorisée dans le trafic entre tous les pays ; réclamer la politique de la porte ouverte dans tous les territoires coloniaux, la réintégration de la Russie soviétique dans l'économie mondiale, et l'institution de rapports économiques cordiaux avec la Chine.

b) Elle doit ensuite poursuivre l'égalisation internationale des conditions de travail par le développement des conventions internationales protégeant les travailleurs, et spécialement par l'extension de ces conventions aux territoires industriellement arriérés, dont les conditions de travail particulièrement mauvaises sont pour les pays plus avancés au point de vue social, une dangereuse concurrence, par l'encouragement et l'organisation syndicale dans ces territoires, et par la protection plus efficace de la main-d'œuvre coloniale et des migrations. Elle doit poursuivre ses efforts pour amener une entente entre syndicats et partis ouvriers sur la réglementation des migrations internationales.

c) Elle doit réclamer qu'un Bureau Economique international, placé sous le contrôle collectif des travailleurs organisés, soit annexé à la S. D. N. Ce Bureau devra exercer un contrôle sur les cartels et les trusts internationaux et intervenir dans les cas où la surproduction et la concurrence menacent le standard de vie des travailleurs. Il devra en outre préparer des accords internationaux, particulièrement en ce qui concerne la répartition des matières premières et des denrées d'alimentation. Ce Bureau devra s'efforcer aussi d'obtenir une législation nationale et internationale astreignant à la publicité le fonctionnement des cartels et des trusts, et le mettant ainsi en état d'exercer efficacement un droit d'enquête et de contrôle. Ce Bureau étendra graduellement ses attributions et contribuera ainsi à préparer l'organisation future de l'économie mondiale.

⁂

La révocation de Rambaud. De *l'Humanité* du 14 août sous la signature de Jacquet, secrétaire de la Fédération Unitaire des Cheminots :

Nous avons démontré antérieurement que l'accident de chemins de fer du Mans ne pouvait être imputé au mécanicien du train 519, mais qu'il était dû à la mauvaise composition du convoi et à l'état de la voie.

Nous avons dénoncé le rôle joué dans cette affaire par l'inspecteur Martin et confirmé les déclarations de notre camarade Rambaud, publiées dans l' « Humanité » du 5 août.

Nous avons indiqué que les dirigeants du réseau Etat, furieux de voir qu'un délégué au Conseil Supérieur des Chemins de Fer remplissait scrupuleusement le mandat que lui ont donné la Fédération unitaire et la majorité des cheminots, menaçaient notre camarade d'une sanction administrative grave. Nous avons voulu savoir en quoi consistait cette sanction.

Une délégation unitaire s'est donc présentée samedi à la direction de l'Etat, mandatée par l'Union et la Fédération. En l'absence du directeur parti en congé, paraît-il, elle fut reçue par le chef du personnel. Ce dernier, après en avoir référé à son chef, fit connaître aux délégués que Rambaud serait traduit le 24 août prochain devant le Conseil d'enquête pour avoir apporté des accusations contre un chef et qu'il serait révoqué.

. . . .

On veut empêcher ainsi la Fédération de démasquer les responsables des catastrophes causées par l'incapacité des dirigeants. Que reproche-t-on à notre camarade? Est-ce d'avoir menti? Non, puisque l'ingénieur en chef du service Matériel et Traction a reconnu publiquement l'innocence du mécanicien Huguen. Est-ce d'avoir accusé à faux l'inspecteur taré Martin? Non encore, puisque M. Nasse a déclaré que celui-ci avait commis un crime en enlevant la bande de vitesse. Et ne vient-on pas de mettre à la retraite d'office l'inspecteur en question ?

Alors, est-ce que Rambaud n'avait pas cent fois raison de l'accuser d'avoir commis un acte inqualifiable au détriment d'un des meilleurs mécaniciens du réseau ?

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 1; Seine, 1; Aude, 2; Hérault, 1; Rhône, 1; Yougoslavie, 1. — Total : 7.

LES SOUSCRIPTIONS DU MOIS

Lavenir (Rhône), 10; Lachastre (Seine), 4; Lagrange (Seine-et-Oise), 5; Guillaume (Loire), 5; Un groupe de camarades de l'Enseignement, 180; Renée Brochet (Seine), 10; Adolphine Brochet (Seine-et-Oise),2; Thionville (Seine), 4; Nicolas (Seine), 5; Charbit, 10; Cout, 5; Lelong, 5; Manière, 5; Bettendroffer, 5; Charroin, 10; Martin, 10; Guennec, 10; X..., 5; Lévy, 2; G. R., 2; Moiny, 10; Victoria, 5; Rampillon,2; Un chômeur, 2; B. B., 5; Jean, 10; Pelletier, 5; Maret, 5; Bire, 2; Thionville, 5; Achard Jean (Puy-de-Dôme), 5; Leroy Georges (Seine), 5; Schiavo (Alger), 20; Süe (Seine), 10; Barbet (Somme), 4; Guillon (Seine), 8,25; Delsol (Seine), 10. — Total : 412 fr. 25.

ENTRE NOUS

Nous aussi, nous avons décidé de prendre des vacances! Nous avons pensé qu'il n'y aurait pas péril en la demeure si nous ne sortions qu'un numéro en août et un en septembre. Nous avions besoin de souffler. Nous avions besoin, en outre, de faire des économies.

Qu'on nous excuse de n'avoir pas prévenu dès le numéro du 1er août; le « noyau » ne s'est réuni qu'après.

A partir du 1er octobre, nous repartirons d'un pas régulier, et, sans doute, plus vigoureux.

Mais nous ne voulons pas cacher les soucis d'argent que nous avons connus cet été. Un effort sérieux et immédiat de la part de tous ceux qui tiennent à ce que la Révolution Prolétarienne *vive et même se développe est absolument nécessaire.*

Dans notre projet de budget pour 1928, nous disions que pour équilibrer recettes et dépenses, il nous fallait atteindre les 2.000 abonnés. Non seulement nous ne les avons pas atteints, mais nous en sommes aussi loin. Nous n'avons fait que piétiner. Ainsi qu'on va le voir dans le tableau comparatif des abonnés, nous sommes seulement 897 contre 871, en novembre 1927. Nous voulions 150 abonnés de soutien; nous n'en comptons que 75 contre 73; quant à la vente au numéro elle a plutôt baissé, faute d'organisation et faute d'aide.

Pour équilibrer notre budget, deux mesures sont à examiner rapidement :

1° L'augmentation du prix de l'abonnement;

2° Les moyens pour que nos amis, ceux de Paris et ceux de province, nous aident pratiquement.

Jusqu'ici, nous avions résisté aux camarades qui conseillaient une augmentation de l'abonnement. Nous aurions voulu équilibrer le budget par une augmentation du nombre des abonnés. Mais nous ne pouvons plus hésiter. « Pourquoi ne pas porter le prix d'abonnement de la R. P. à un prix correspondant à celui de la V. O. d'avant-guerre dont elle est la suite? Dix francs d'alors représentent cinquante francs d'aujourd'hui. Pourquoi, surtout, ne pas faire payer la R. P. à son prix de revient, étant donné que les dépenses ne comprennent que les frais stricts d'impression et d'expédition, sans un sou d'appointements ? »

Nous proposons de porter le prix de l'abonnement à 40 francs. Dites-nous ce que vous en pensez.

Cette augmentation nous donnerait 8 à 9.000 francs de plus dans l'année, augmentation encore insuffisante, mais qui allégerait sensiblement nos charges. Resteraient à accroître les abonnés de soutien et à activer la chasse aux abonnés.

Pour celle-ci, nous voulons l'assurance que nos amis entendent désormais nous aider pratiquement. Et nous aider sur-le-champ. Une demi-douzaine se démènent comme nous; mais des centaines se contentent de nous regarder travailler.

Il faut que, dans le courant de septembre, ils nous aident à préparer le lancement d'octobre. Il faut que, de chaque département, nos amis nous écrivent et nous joignent une liste d'abonnés possibles d'une dizaine de noms. Si nous avions trois cents listes de dix noms, nous pourrions tâter 3.000 possibles et peut-être démarrer des 900 abonnés où nous restons accrochés depuis si longtemps.

On ne nous ménage pas les compliments; on nous en donne même plus que nous n'en méritons; mais on nous mesure trop l'aide régulière et tenace. Nous avons besoin d'elle pour travailler avec élan, pour faire vivre cette coopérative intellectuelle, originale, unique en le pays, pour développer la force de pensée révolutionnaire indépendante.

Pour se convaincre que c'est possible, il suffit de regarder notre classement des abonnés par département.

LE CLASSEMENT DES ABONNÉS

	Nov. 1927	Août 1928		Nov. 1927	Août 1928
Ain	2	3	Moselle	0	0
Aisne	7	9	*Nièvre*	1	0
Allier	3	4	Nord	8	8
Alpes (Bass.)	2	1	*Oise*	6	5
Alpes (Htes)	0	2	Orne	0	0
Alpes - Marit.	21	19	Pas-de-Calais	6	6
Ardèche	8	7	Puy-de-Dôme	5	5
Ardennes	1	1	Pyrénées (B.-)	5	5
Ariège	0	0	Pyrén. (H.-)	0	0
Aube	2	2	Pyrénées-Or.	0	2
Aude	0	3	*Rhin (Bas-)*	6	5
Aveyron	1	1	Rhin (Haut-)	0	1
B.-du-Rhône	7	9	Rhône	24	26
Calvados	3	5	*Saône (Hte-)*	1	0
Cantal	0	2	Saône-et-Loire	3	6
Charente	0	0	Sarthe	1	1
Charente-Inf.	2	1	Savoie	1	1
Cher	3	4	Savoie (Hte)	5	6
Corrèze	1	1	Seine	96	103
Corse	3	3	Seine - et - M.	8	9
Côte-d'Or	2	2	Seine - et - O.	35	37
C.-du-Nord	2	6	*Seine-Inf.*	12	11
Creuse	0	1	Sèvres (D.-)	1	1
Dordogne	0	0	Somme	4	5
Doubs	3	6	*Tarn*	2	1
Drôme	2	5	Tarn-et-Gar.	0	1
Eure	1	1	Var	3	3
Eure-et-Loir	0	0	Vaucluse	0	1
Finistère	32	37	Vendée	2	3
Gard	5	3	Vienne	0	1
Garonne (H.-)	1	2	Vienne (Hte-)	7	7
Gers	0	0	*Vosges*	9	8
Gironde	12	11	Yonne	0	0
Hérault	4	14	*Paris*	292	260
Ille - et - Vil.	2	2	Algérie	21	28
Indre	12	15	Tunisie	4	4
Indre-et-L.	4	4	*Afr. Equat.*	1	0
Isère	5	6	*Allemagne*	13	6
Jura	5	5	*Angleterre*	1	0
Landes	2	3	*Autriche*	2	0
Loir-et-Cher	0	0	*Belgique*	20	19
Loire	28	38	*Espagne*	1	0
Loire (Hte-)	5	5	*Etats-Unis*	3	2
Loire-Infér.	1	4	Grèce	2	2
Loiret	2	4	Hollande	7	7
Lot	0	0	Luxembourg	1	1
Lot-et-Gar.	3	3	*Norvège*	1	0
Lozère	0	0	*Paraguay*	1	0
Maine-et-Loire	2	4	*Pologne*	1	0
Manche	1	1	*Russie*	30	21
Marne	2	3	Suisse	6	6
Marne (Hte-)	0	0	Argentine	1	1
Mayenne	0	0	Brésil	1	1
Meurthe-et-M.	6	7	Chine	1	1
Meuse	0	0	Yougo-Slavie	1	1
Morbihan	0	0		871	897

Quelques remarques s'imposent tout d'abord : nous avons baissé à Paris et dans 8 départements; 18 départements sont encore à 0; 16 à 1 seul abonné.

Il faut que là où nous avons baissé nous regagnions le terrain perdu, et, mieux encore, que nous avancions. Ce que nos amis ont fait dans la Loire et le Finistère est possible partout; eux-mêmes espèrent encore faire davantage.

Allons, nos amis, secouez-vous une bonne fois, et que chacun de vous, en ce mois de septembre, nous donne son avis sur l'augmentation du prix d'abonnement, l'assurance que nous serons mieux aidés et nous dresse sa liste de « possibles ».



Le Gérant : V. GODONNÈCHE
Imp. LABOR, 8, boul. de Vaugirard, Paris